



L'observateur  
indépendant  
du Fonds mondial

## Observateur du Fonds Mondial

### LETTRE D'INFORMATION

Numéro 30: 16 septembre 2016

OFM est une lettre d'information indépendante du Fonds mondial.

[OFM en direct >>](#)

[Site Aidspace >>](#)

[Contactez-nous >>](#)

#### **AU SOMMAIRE:**

1. [ACTUALITÉS : Larson Moth, nouveau Rédacteur en chef d'Aidspace](#)

Larson Moth a rejoint Aidspace comme Rédacteur en chef le 2 août 2016. Larson sera notamment responsable de l'édition de l'Observateur du Fonds mondial.

2. [ACTUALITÉS : Campagne de reconstitution - Les efforts de plaidoyer s'intensifient](#)

Il ne reste que six semaines avant la Cinquième Conférence de reconstitution du Fonds mondial à Montréal. La reconstitution a été un sujet brûlant Conférence 2016 sur le sida. « Quelle sera la contribution du Royaume-Uni suite au Brexit et au changement de gouvernement » est une question que les gens se posent.

3. [ACTUALITÉS : Le rapport du GFAN décrit « le coût de l'inaction »](#)

Ne pas répondre à l'objectif de reconstitution du Fonds mondial de 13 milliards \$ se traduira par plus d'infections et plus de vies perdues inutilement, selon un rapport publié par le Global Fund Advocates Network (GFAN). Les populations clés seront les plus sévèrement touchées.

4. [ACTUALITÉS : Campagne de reconstitution : Les avis « Save-the-date » pour la cinquième conférence de reconstitution à Montréal ont été notifiés](#)

A un mois de la Cinquième conférence de reconstitution du Fonds mondial, les invitations ont été envoyées et les efforts de sensibilisation se poursuivent.

#### 5. ACTUALITÉS : Les pays d'Afrique occidentale et centrale fixent de nouveaux objectifs ambitieux pour décembre 2017

Onze pays d'Afrique occidentale et centrale ont rencontré des représentants du Secrétariat du Fonds mondial et les partenaires techniques à Dakar les 28-30 juin 2016 pour répondre aux problèmes des pays à absorber le financement et la mise en œuvre des subventions. Si des mesures appropriées ne sont pas prises, il est estimé que 768 millions \$ seront inutilisés d'ici au 31 décembre 2017.

#### 6. ACTUALITÉS : Une ONG camerounaise publie la deuxième édition de son "Shadow report"

La deuxième édition du « Shadow Report » publié en juillet 2016 par l'organisation For Impacts on Social Health (FIS) constate des lacunes dans les services de lutte contre le paludisme pour les femmes enceintes au Cameroun. D'autres conclusions concernant la subvention paludisme au Cameroun sont plus encourageantes.

#### 7. ACTUALITÉS & ANALYSE : Le Fonds mondial publie un rapport d'étape sur ses plans d'action en matière d'égalité de genre et en faveur des populations clés

Un rapport du Fonds mondial révèle des signes incontestables de progrès dans la mise en œuvre des plans d'action du Fonds en matière d'égalité de genre et en faveur des populations clés. Mais il avertit qu'il y a encore des défis considérables qui doivent être relevés.

#### 8. ACTUALITÉS & ANALYSE: Le Fonds mondial surpasse PEPFAR en matière d'engagement en faveur des populations clés selon une étude

Un nouveau rapport d'enquête conclut que les processus du Fonds mondial sont généralement plus ouverts et inclusifs pour les populations clés par rapport à ceux du PEPFAR, bien que des obstacles demeurent pour les deux. Les défis persistants incluent l'accès à l'information et l'assistance technique, ainsi que la disponibilité et la qualité des données.

#### 9. ACTUALITÉS : Wambo.org: Le nouveau marché en ligne

Les maîtres d'œuvre des subventions du Fonds mondial seront en mesure de vérifier les prix et passer des commandes pour les médicaments, d'autres produits de santé et des produits non-médicaux sur le nouveau marché en ligne du Fonds mondial.

## ARTICLES:

### 1. ACTUALITÉS : Larson Moth, nouveau Rédacteur en chef d'Aidspan

AIDSPAN



Aidspan est heureux d'annoncer la nomination de Larson Moth comme Rédacteur en chef, à compter du 2 août 2016. En tant que nouveau Rédacteur en chef, Larson deviendra l'éditeur de l'OFM. Les responsabilités du poste comprennent également d'autres écrits et fonctions éditoriales.

Larson possède une grande expérience dans les banques multilatérales de développement, telles que la Banque asiatique de développement et dans les agences des Nations unies y compris l'Office des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Larson est un nouveau venu dans l'univers du Fonds mondial. Par conséquent, il y aura une courte période de transition au cours de laquelle David Garmaise restera Rédacteur en chef de l'OFM pendant que Larson suit un programme de formation approfondie sur la gouvernance, les politiques et les programmes du Fonds mondial au niveau des entreprises et des pays.

Larson a déjà été en contact avec certains de ses futurs collègues à Aidspan et il sera en contact avec les collaborateurs du Fonds mondial, des organismes partenaires et ailleurs, au fur et à mesure qu'il apprend à connaître le Fonds mondial.

*« Je me réjouis de contribuer aux travaux déjà précieux que Aidspan et l'OFM accomplissent à l'égard du Fonds »* a déclaré Larson. *« Je pense que le travail sera difficile, et c'est la façon dont j'aime travailler. »*

Ida Hakizinka, la Directrice générale d'Aidspan a déclaré : *« Je suis heureuse d'accueillir Larson dans l'équipe d'Aidspan. Je me réjouis de travailler avec lui alors que nous continuons notre aventure en tant qu'observateur indépendant du Fonds mondial. »*

[HAUT](#)

---

## 2. ACTUALITÉS : Campagne de reconstitution - Les efforts de plaidoyer s'intensifient

*Quel sera l'engagement du Royaume-Uni suite au Brexit et au changement de gouvernement?*

Anna Maalsen et David Garmaise

La campagne de reconstitution des ressources du Fonds mondial a reçu un coup d'accélérateur à Durban lors de la 21e Conférence internationale sur le sida avec plusieurs événements parallèles et la sortie du rapport du Global Fund Advocates Network (GFAN) intitulé "Coût de l'Inaction 2016" (voir l'article de l'[OFM dans ce numéro](#)).

Le GFAN a également publié un rapport sur le Fonds mondial et Populations clés : Produire des résultats critiques. Le rapport sur les populations clés explique pourquoi il sera impossible de mettre un terme au sida, à la tuberculose et au paludisme si on ne répond pas aux besoins des populations et vulnérables et si on ne travaille pas avec elles (voir [l'article de l'OFM](#)).

### **Déficits de financement du VIH - un sujet brûlant à la Conférence 2016 sur le sida**

Lors de la conférence 2016 sur le sida, Michel Sidibé, le Directeur général de l'ONUSIDA, a confié, dans une déclaration poignante: *« Je ne peux pas être malhonnête avec vous, je dois vous le dire - nous allons faire face à une résistance, nous allons perdre notre investissement, nous devons payer plus tard ... Si nous nous arrêtons maintenant, nous allons certainement [le] regretter parce que nous allons observer une résurgence de cette épidémie. »*

La réunion de Durban a mis en lumière un grand nombre de nouveaux défis liés au financement du VIH, y compris le fait que la nouvelle politique de l'Organisation mondiale de la Santé, « tester et traiter », nécessitera un accroissement des investissements des donateurs alors même que le financement du VIH est en baisse au niveau mondial. La Présidente de la Société internationale sur le sida, le Dr Linda-Gail Bekker, [a parlé](#) (article en anglais) d'une occasion potentiellement manquée d'atteindre les objectifs 2030 si des ressources supplémentaires n'étaient pas garantis - *« non pas parce que nous ne disposons pas des outils ou n'en avons pas la volonté, mais simplement parce que nous n'auront pas obtenu les ressources »* a-t-elle dit.

Le rapport conjoint publié récemment par Kaiser Family Fondation et l'ONUSIDA sur le financement des bailleurs de fonds pour le VIH dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire a constaté que le financement a diminué pour la première fois en cinq ans (voir [article](#) dans la version anglaise de l'OFM). Cela arrive à un moment où il faut augmenter les ressources pour renforcer les investissements afin d'accélérer la couverture globale des services liés au VIH d'ici à 2020 - afin de générer l'élan nécessaire pour atteindre les objectifs 2030. Selon [les estimations de l'ONUSIDA](#), 7 milliards \$ d'investissements supplémentaires par rapport au niveau de 2014 sont nécessaires pour atteindre son objectif de 26,2 milliards \$ pour les pays à revenu faible ou intermédiaire d'ici à 2020.

Selon Mike Podmore, Directeur de StopAIDS, la fatigue mondiale s'est installée après près de deux décennies de financement de la riposte au sida. Les donateurs poussent les pays à revenu moyen à prendre une plus grande part du financement de leurs programmes VIH / SIDA à leur charge, mais les budgets et les systèmes de santé sont déjà tendus, a-t-il déclaré.

### **Plaidoyer vis à vis du Royaume-Uni**

Avec le vote en faveur du Brexit, les efforts de sensibilisation du Fonds mondial en direction du Royaume-Uni se sont intensifiés pour veiller à ce que le nouveau gouvernement du Premier ministre Theresa May confirme son engagement de financement du Fonds mondial (voir l'[article de GFO](#) dans ce numéro, en anglais).

Selon un [article](#) - en anglais - paru dans Development Finance, le nouveau secrétaire d'Etat britannique pour le Développement International, Priti Patel, a déclaré que son rôle sera de protéger « *l'intérêt national* » du Royaume-Uni tout en « *tenant [ses] promesses* » aux pays les plus pauvres du monde.

Sur le [blog](#) du Global Health Lancet, Saira O'Mallie, Directrice de campagne par intérim de l'organisation ONE au Royaume-Uni a demandé : « *Pourquoi les donateurs - les gouvernements et les organisations dont les budgets sont déjà très sollicités par des crises humanitaires telles que celles en Syrie et dans les pays voisins - devraient promettre de l'argent pour le Fonds? La réponse est simple: le Fonds mondial fonctionne. Il aide à fournir un traitement efficace et abordable et soutient des programmes sanitaires de prévention menés par des experts locaux dans les pays et les communautés qui en ont le plus besoin. Sans investissement dans le Fonds, huit millions de vies seraient en jeu.* »

Madame O'Mallie a souligné qu'une contribution du Royaume-Uni de 1,2 milliards de Livres Sterling (20% de plus que la promesse du pays lors de la quatrième reconstitution) contribuerait, à elle seule, à sauver environ 1,1 million de vies.

Mark Dybul, le Directeur général du Fonds mondial reste confiant que le nouveau gouvernement du Royaume-Uni poursuivra son soutien au Fonds mondial. « *Ils ont été très clairs en ce qu'ils attendent maintenant un rôle de chef de file* », a-t-il déclaré à Sophie Cousins dans un article du [BMJ](#) (en anglais).

### **Autres développements**

Dans l'article du BMJ, Marc Dybul a déclaré qu'obtenir les 13 milliards \$ nécessaires à la pleine reconstitution du Fonds n'est pas certain. Il a déclaré: « *Nous sommes dans un environnement où obtenir 13 milliards \$, surtout avec les taux de change, n'est pas donné.* » Mais, a-t-il poursuivi, alors que vous ne pouvez jamais être trop confiant, il reste quelques grands pays qui n'ont pas annoncé leurs contributions pour le moment. « *Nous avons encore bon espoir.* »

Dans le même article, la Directrice de cabinet du Fonds mondial Marijke Wijnroks a déclaré : « *Le coût de l'inaction est tout simplement trop élevé. Nous devons combler l'écart de traitement que sont ces 20 millions de personnes qui ne sont pas sous traitement antirétroviral. Nous avons besoin de trouver ces gens et les atteindre.* »

Madame Wijnroks a déclaré que si nous avons de nombreux 'outils de prévention efficaces, « nous ne serons pas en mesure de faire baisser le nombre de nouvelles infections ... à moins d'être en mesure de lutter contre les causes profondes empêchant les gens d'accéder aux services. »

La ministre de la Santé du Canada, Jane Philpott, citée par le [Globe and Mail](#) (en anglais), explique que le Canada espère que son plan visant à « augmenter de manière proactive » ses contributions à la lutte contre les trois maladies infectieuses les plus meurtrières du monde ... inspirera d'autres. « Nous accroissons notre engagement financier et nous espérons que d'autres pays feront la même chose. »

Il n'y a plus que six semaines jusqu'à la cinquième Conférence de reconstitution prévue le 16 septembre 2016, à Montréal, au Canada.

[HAUT](#)

---

### 3. ACTUALITÉS : Le rapport du GFAN décrit « le coût de l'inaction »

*Ce sont les populations clés qui seront les plus affectées si l'objectif de reconstitution du Fonds mondial n'est pas atteint*

David Garmaise

Si l'objectif de reconstitution des ressources du Fonds mondial n'est pas atteint, on assistera à un regain d'infections, plus de vies perdues inutilement, plus de difficultés à fournir un traitement en cas de regain de résistance aux médicaments, et une escalade rapide des coûts financiers. Ceux qui souffriront le plus de l'insuffisance des investissements seront ceux qui sont les plus à risque, à savoir, les populations clés et vulnérables.

Tel est le message contenu dans un rapport publié par le Global Fund Advocates Network (GFAN), intitulé « [Investing in the Global Fund: The Cost of Inaction](#) » (en anglais)\*.

Le Fonds mondial s'est fixé comme objectif de lever au moins 13 milliards \$ lors de la cinquième campagne de reconstitution, en tant que contribution aux 97,5 milliards \$ en financements national et externe combinés nécessaires pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme pour la période 2017-2019. Cette somme de 97,5 milliards \$ a été calculée sur la base des plans globaux des partenaires techniques du Fonds, à savoir l'ONUSIDA, le partenariat Halte à la tuberculose et Roll Back Malaria.

Dans son [argumentaire](#) plaidant en faveur de l'investissement dans le Fonds, le Fonds mondial estime que 13 milliards \$ permettrait de :

- sauver jusqu'à huit millions de vies grâce à des programmes soutenus par le Fonds ;
- éviter jusqu'à 300 millions nouvelles infections à travers les trois maladies ; et
- conduire à de larges gains économiques allant jusqu'à 290 milliards \$ au cours des années et décennies à venir, selon les estimations de partenaires.

En ce qui concerne le VIH, les estimations de l'ONUSIDA sont basées sur leur stratégie 'Accélérer la riposte' qui vise à mettre fin à l'épidémie d'ici 2030 (définie comme la réalisation d'une réduction de 90% des nouvelles infections et de décès par rapport à 2010). Cet objectif ne sera rempli que si les cibles clés sont atteintes d'ici à 2020; à savoir 90% des personnes vivant avec le VIH connaîtront leur statut; 90% des personnes testées seront traitées; et 90% des personnes traitées atteindront la suppression virale.

Selon le rapport du GFAN, l'ONUSIDA estime que pour atteindre l'objectif de mettre fin à l'épidémie d'ici à 2030, en particulier dans les pays les plus touchés, le rythme de réalisation des objectifs fixés pour 2020 doit être accéléré. Le rapport indique que le maintien de la couverture aux niveaux de 2013 permettrait à l'épidémie de « *distancer la réponse, augmenter le besoin de traitement à long terme et donc d'augmenter considérablement les coûts futurs.* » Il ajoute que, si nous n'atteignons les objectifs fixés pour 2020 qu'en 2030, le retard se traduirait par trois millions de nouvelles infections et trois millions de décès liés au sida entre 2020 et 2030.

En ce qui concerne la tuberculose, le rapport indique qu'aucun des objectifs énoncés dans le Plan mondial du partenariat Halte à la tuberculose pour mettre fin à la tuberculose, ou dans la Stratégie de l'Organisation mondiale de la Santé pour mettre fin à la tuberculose ne sont possibles sans augmenter les investissements dans le Fonds mondial. Le Fonds « *est de loin le bailleur externe le plus influent et qui obtient le plus d'impact vis à vis de la tuberculose, et constitue la meilleure chance que le monde a de mettre un terme à l'épidémie.* »

En ce qui concerne le paludisme, le rapport indique que tandis que le financement du paludisme a considérablement augmenté depuis 2000, il reste bien en deçà des montants nécessaires pour atteindre les objectifs fixés pour 2030. Le rapport indique que, selon le Partenariat Roll Back Malaria, un peu plus de 100 milliards \$ sont nécessaires pour atteindre ces objectifs. Pour atteindre la première étape - c'est à dire réduire la mortalité liée au paludisme et les taux d'incidence d'au moins 40% d'ici 2020 - convenue au niveau mondial, les investissements annuels dans la lutte mondiale contre le paludisme doivent augmenter pour atteindre 6,4 milliards \$ en 2020. Le rapport « *The Cost of Inaction* » indique que, malgré le manque de ressources actuel, « *les perspectives d'augmenter les investissements dans le paludisme à travers un mélange de financement national et extérieur sont bonnes* » et que « *un Fonds mondial entièrement financé a un rôle essentiel à jouer dans la réalisation de ce potentiel.* »

Pour les trois maladies, conclut le rapport, une augmentation inutile des infections serait l'une des principales conséquences du financement partiel du Fonds mondial. « *Nous ne pouvons plus nous permettre de maintenir les niveaux actuels de financement: le statu quo serait mortel, littéralement.* »

Le rapport examine également trois autres coûts de l'inaction: (1) le risque que la résistance aux médicaments fasse reculer les résultats positifs ; (2) l'impact négatif de négliger les populations clés et vulnérables ; et (3) les conséquences économiques négatives.

### **La résistance aux médicaments**

Selon le rapport « The Cost of Inaction », le sous financement de la réponse au VIH va menacer la disponibilité adéquate et uniforme des médicaments et des diagnostics ainsi que la qualité et la disponibilité des liens entre les soins, le soutien social et des services essentiels de soutien à l'observance du traitement. Le rapport indique que la disponibilité intermittente de médicaments et de services augmente directement le risque d'échec du traitement, le développement de la résistance aux médicaments, et la transmission du VIH résistant aux médicaments. *« Ceci augmentera, à son tour, le besoin de traitement plus coûteux que sont les traitements de deuxième et de troisième ligne. »*

Le rapport indique que la principale cause de la résistance aux antituberculeux se trouve dans des systèmes de soins de santé mal soutenus qui ne peuvent pas gérer un traitement d'une durée de six mois nécessitant des visites quotidiennes des patients. *« À moins qu'on ne s'attèle à ce problème dès aujourd'hui, les progrès obtenus depuis des décennies seront annulés et les milliards de dollars investis dans la lutte contre la tuberculose auront été gaspillés. »*

Le rapport indique que l'émergence de la résistance à l'artémisinine menace de faire reculer les succès obtenus dans la lutte contre le paludisme. Selon ce rapport, une reconstitution du Fonds mondial réussie permettrait au Fonds de continuer à soutenir les efforts pour contrôler la résistance à l'artémisinine. *« Sans ce soutien, la résistance aux médicaments pourrait se propager à d'autres régions du monde et le traitement le plus important contre le paludisme pourrait être perdu. »*

### **Populations clés et vulnérables**

Le GFAN estime que les réseaux de populations clés et vulnérables sont essentiels pour atteindre les personnes le plus dans le besoin et pour mettre fin à l'épidémie.

La majorité des subventions du Fonds mondial dans les pays à revenu intermédiaire sont affectées aux services en faveur des populations clés. Le sous-financement du Fonds mondial aura, selon le rapport, un impact disproportionné sur ces groupes. *« Ce sont des populations qui sont déjà très mal desservies. Les même stigmatisation et discrimination qui empêchent les populations clés de demander et de recevoir des services de traitement et de prévention amènent les gouvernements à ne pas fournir les ressources adéquates pour servir ces populations. »*

### **Les conséquences économiques**

Le rapport indique que les coûts financiers de l'inaction seront énormes si les services demeurent aux niveaux actuels. Par exemple:

- Pour le VIH, nous perdrons l'occasion de sauver 21 millions de vies, et plus de 28 millions de personnes supplémentaires vivraient avec le VIH en 2030. Le

nombre de personnes sous traitement serait considérablement réduit. Les bénéfices importants de la prévention obtenus grâce à l'utilisation précoce d'un traitement ARV ne seraient pas atteints. La poursuite des niveaux de couverture actuels signifierait que le monde aurait à payer un montant supplémentaire de 24 milliards \$ chaque année pour la thérapie ARV d'ici 2030.

- Un délai de cinq ans pour effectuer les nouveaux investissements pour la tuberculose aurait des résultats potentiellement catastrophiques; Il entraînerait 8,4 millions de cas de tuberculose supplémentaires et 1,4 million de décès de plus, ainsi que 5,3 milliards \$ en coûts supplémentaires de traitement de la tuberculose et 181 milliards \$ en perte de productivité.
- Si on laissait les niveaux de couverture du paludisme actuels revenir aux niveaux de 2007, les coûts financiers seraient énormes: 5,2 milliards \$ en coûts directs pour les systèmes de santé et les ménages; et 1,2 billion \$ de production économique sacrifiées.

## Conclusion

Selon le GFAN, le Fonds mondial, en tant que mécanisme de financement, est largement considéré comme parmi les plus grandes réussites envers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. *« Toutefois, il est nécessaire d'augmenter fortement son financement pour maintenir les régimes de traitement actuels, pour trouver de nouvelles façons d'aborder la nature changeante des maladies, y compris la résistance aux médicaments, pour développer des vaccins visant à prévenir les infections futures, et pour atteindre ceux qui n'ont toujours pas accès aux systèmes de santé et communautaires. »*

Treize milliards \$, c'est 2 milliards \$ de moins que l'objectif de reconstitution fixé en 2013 lors de reconstitution précédente. Bien que cet objectif n'ait pas été atteint, le Fonds mondial a continué à produire des résultats. Néanmoins, le GFAN estime que les populations clés et vulnérables, les réseaux des groupes et de la société civile ont questionné la possibilité d'un objectif de reconstitution inférieur pour 2017- 2019, car ils pensent que *« les succès obtenus au cours des dernières années semblent particulièrement vulnérables à la complaisance. »*

Selon le GFAN, *« le coût de l'inaction est réel pour des centaines de millions de personnes et leurs familles, leurs moyens de subsistance et leurs communautés. Nous pouvons travailler ensemble pour mettre fin à l'épidémie maintenant ou sentir le fardeau plus lourd de notre inaction plus tard. »*

\* NdT: qui pourrait être traduit en français par *« Investir dans le Fonds mondial : Le coût de l'inaction »*

[HAUT](#)

---

#### 4. ACTUALITÉS : Campagne de reconstitution : Les avis « Save-the-date » pour la cinquième conférence de reconstitution à Montréal ont été notifiés

*La société civile africaine maintient la pression sur le gouvernement néerlandais*

Anna Maalsen

Jennifer Goosen, Directrice des relations avec les donateurs au Fonds mondial, a envoyé les notifications « Save the dates » formelles pour la conférence sur la cinquième reconstitution du Fonds, qui se tiendra les 16-17 septembre à Montréal, au Canada.

La simple notification informe les participants invités de l'objectif de la conférence de « réunir les dirigeants mondiaux et appeler les gouvernements, le secteur privé et la société civile à s'unir derrière cette cause importante et mobiliser 13 milliards \$ pour mettre fin aux épidémies de VIH, tuberculose et paludisme d'ici 2030. » Les avis Réservez-les-dates portent aussi le slogan de la reconstitution « En finir avec le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Pour de bon. »

Bien que l'on ne sache pas encore précisément qui sera présent à l'événement, le Fonds mondial prévoit que les délégués ministériels de haut niveau des pays, donateurs et bénéficiaires, seront présents. Le président américain Barack Obama devrait y assister. Ce sera probablement son dernier engagement formel en faveur du Fonds mondial en tant que président. Le nouveau ministre des affaires étrangères britannique, Boris Johnson, et peut-être un autre délégué de haut niveau, participeront. D'autres bailleurs de fonds privés de grande envergure tels que Bill et Melinda Gates, ainsi que Bono et Bobby Shriver, co-fondateurs de '(RED)', sont également susceptibles d'y assister.

**Tableau: Contributions à la reconstitution du Fonds mondial pour 2017 à 2019 par rapport à celles de 2014-2016 (millions de \$)**

Baillleur	2017/2019 (à ce jour)		2014 - 2016	
	En monnaie locale	En dollars (au moment de la promesse)	En monnaie locale	En dollars (au moment de la promesse)
<b>PAYS</b>				
Allemagne	PEA	PEA	600,0 m	815,0 m
Arabie Saoudite	PEA	PEA	s/o	25,0 m
Australie	PEA	PEA	200,0 m	182,0 m
Belgique	PEA	PEA	38,0 m	51,6 m
Canada	785,0 m	596,6 m	650,0 m	612,3 m
Chine	PEA	PEA	s/o	15,0 m

Com. Euro.	479,0 m	526,4 m	370,0 m	502,9 m
Corée	PEA	PEA	s/o	12,0 m
Danemark	PEA	PEA	495,0 m	90,2 m
Etats-Unis	PEA	PEA	4.002,3 m	4.002,3 m
France	1.080,0 m	1.370,0 m	1.080,0 m	1.467,8 m
Inde	PEA	PEA	s/o	13,5 m
Irlande	PEA	PEA	30,0 m	40,8 m
Italie	130,0 m	164,9 m	100,0 m	135,9 m
Japon	s/o	800,0 m	s/o	800,0 m
Kenya	PEA	PEA	s/o	2,0 m
Koweït	PEA	PEA	s/o	1,5 m
Liechtenstein	PEA	PEA	0,2 m	0,2 m
Luxembourg	8,1 m	9,1 m	7,5 m	10,2 m
Malawi	PEA	PEA	s/o	0,5 m
Nigeria	PEA	PEA	s/o	30,0 m
Norvège	PEA	PEA	1.700,0 m	277,4 m
Nouvelle Zélande	1,0 m	0,7 m	0	0
Pays-Bas	PEA	PEA	185,0 m	251,4 m
Royaume-Uni	PEA	PEA	1.000,0 m	1.636,9 m
Suède	PEA	PEA	2.500,0 m	380,8 m
Thaïlande	PEA	PEA	s/o	4,5 m
<b>PARTENAIRES PRIVÉS /FONDATIONS</b>				
Fondation Gates	PEA	PEA	s/o	500,0 m
Chevron	PEA	PEA	s/o	5,0 m
BHP Biliton	PEA	PEA	s/o	10,0 m
Ecobank	PEA	PEA	s/o	3,0 m
(RED)	PEA	PEA	s/o	40,0 m
Tadeka Pharma.	PEA	PEA	s/o	3,0 m
Vale	PEA	PEA	s/o	3,0 m

U.M. Church	PEA	PEA	s/o	19,9 m
Fond. Tahir	PEA	PEA	s/o	39,0 m
Autres	PEA	PEA	s/o	5,0 m
<b>TOTAUX</b>		\$3,467,7 m		\$12.006,9 m

PEA = pas encore annoncé

s / o = sans objet (payé en dollars américains)

Sources: Global Fund Advocate Network (pour les chiffres de 2017-2019); site Web du Fonds mondial (pour les chiffres de 2014-2016)

*Remarque: Si l'on additionne les chiffres de la dernière colonne, nous obtenons un total de 12.030.100 \$, soit une différence de 23.200 \$ par rapport aux 12.006.900 \$ indiqués dans le tableau.*

De grands espoirs seront à nouveau mis sur les États-Unis et son engagement. Quand les États-Unis ont accueilli la quatrième conférence de reconstitution en 2013, ils avaient promis de verser 1 \$ chaque fois que d'autres donateurs auraient donné 2 \$ au Fonds mondial, les faisant promettre au final 4,1 milliards \$. Lorsque le Premier ministre canadien Justin Trudeau annonçait la décision du Canada d'accueillir la conférence de reconstitution des ressources, l'ambassadeur américain au Canada, Bruce Heywood, déclarait que les États-Unis « *plannifiaient à nouveau une forte contribution, et nous exhortons tous les donateurs à accroître leurs engagements envers le Fonds mondial* ».

La quatrième reconstitution en 2013 a totalisé 12.006.900 \$ de promesses, près de 1 million \$ en deçà de son objectif de 13 milliards \$.

### **Les efforts de plaidoyer**

Pendant ce temps, les efforts de sensibilisation se poursuivent. Début août, le Global Fund Advocate Network (GFAN) Afrique, la Plateforme de la société civile en Afrique sur la santé et de leurs partenaires, ont envoyé une lettre à la ministre néerlandaise du Commerce extérieur et de la Coopération pour le Développement, L. Ploumen, appelant à une augmentation significative de leur engagement pour 2017-2019. La lettre qui a été signée par Rosemary Mburu, directrice générale de WACI Health, a félicité les Pays-Bas pour leur leadership éprouvé dans la lutte contre le VIH et en faveur des droits à la santé sexuelle et reproductive. La lettre a également souligné les progrès réalisés par le Fonds mondial pour sauver 17 millions de vies et prévenir la propagation des trois épidémies à travers son soutien ciblé aux femmes et aux filles et aux populations clés.

*« En tant que représentants de la société civile d'Afrique, nous considérons le gouvernement néerlandais comme l'un de nos plus fervents soutiens et alliés dans la lutte contre les maladies sur notre continent et au-delà »,* a déclaré Mme Mburu. Notant le soutien de longue date des Pays-Bas vis à vis des efforts en Afrique ainsi qu'aux efforts déployés par le Fonds mondial, la lettre a appelé le pays à démontrer son leadership en augmentant sa contribution au Fonds mondial.

Aucune réponse officielle à cette lettre n'a été reçue. Cependant, le Fonds mondial bénéficie d'une confiance forte aux Pays-Bas, l'organisation ayant reçu le score le plus élevé possible

dans cinq des huit catégories dans le Rapport 2015 « fiche de scores » sur l'aide multilatérale, préparé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères.

Les efforts de plaidoyer vont s'intensifier au cours des prochaines semaines dans le cadre des préparatifs de la cinquième conférence de reconstitution.

[HAUT](#)

---

## **5. ACTUALITÉS : Les pays d'Afrique occidentale et centrale fixent de nouveaux objectifs ambitieux pour décembre 2017**

*Les pays répondent aux problèmes d'absorption des financements et de mise en œuvre des subventions auxquels ils font face*

Bertrand Kamper

- ⇒ Doubler la couverture de ART en 2017.
- ⇒ Augmenter les cas déclarés de 100.000 en 2014 à 135.000 en 2017.
- ⇒ Passer le taux de réussite du traitement de 77% en 2014 à 90% en 2017.
- ⇒ Augmenter les tests du paludisme dans les centres de santé, pour passer de 75 % en 2015 à 80% en 2017.
- ⇒ Améliorer le système de collecte de données et renforcer la gestion des achats et des stocks (GAS) et des réseaux de laboratoire.

Ce sont les engagements pris par 11 pays d'Afrique occidentale et centrale - Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, et Togo - à la fin de l'atelier des Partenaires du Fonds mondial qui s'est tenu à Dakar les 28-30 juin 2016.

### **850 M € dépensés au cours de la seconde moitié de 2015**

L'atelier a été organisé en réponse à une analyse préliminaire faite par le Secrétariat du Fonds mondial, les partenaires techniques et les pays sur les indicateurs de couverture des subventions signées pour la période allant de janvier à décembre 2015 dans les 11 pays concernés. L'analyse a montré que les performances de la moitié des indicateurs s'étaient améliorées, alors que le rendement de l'autre moitié est resté constante ou s'est détérioré.

Le taux d'utilisation (ou « absorption ») des ressources dans les 11 pays était de 67%, ce qui signifie qu'environ 850 millions d'euros n'ont pas été dépensés. L'analyse a également révélé des problèmes dans la gestion des subventions. De nombreux facteurs inattendus qui étaient hors du contrôle des acteurs en charge de l'exécution des subventions ont entravé la mise en œuvre des subventions; notamment des élections et les changements de gouvernement qui s'en sont suivis ; l'épidémie d'Ebola ; des problèmes de sécurité ; et des crises politiques et

sociales. En outre, ont aussi été relevés des facteurs liés aux approches contenu et programmatiques et à l'opérationnalisation effective des interventions, telles que des composantes communautaire inopérantes dans plusieurs pays; l'environnement restrictif pour la mise en œuvre des activités vers les populations clés comme les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes (HSH); et le retard dans la réalisation du financement de contrepartie. Ces facteurs ont eu un impact négatif sur le démarrage des subventions ; sur le recrutement et les contrats de sous-bénéficiaires ; sur les décaissements ; sur la commande de médicaments ; et sur la mise en œuvre des mesures de gestion requises par le Secrétariat.

### **Les principaux jalons fixés à Abidjan les 3-4 août 2015**

Les intervenants des 11 pays s'étaient rencontrés à Abidjan, en Côte d'Ivoire, les 3-4 août 2015, pour discuter des questions opérationnelles liées à la mise en œuvre des subventions et proposer des approches pratiques à même d'améliorer la capacité d'absorption et la gestion des programmes. Des représentants du Fonds mondial et les partenaires techniques ont également participé à cette réunion.

Ont notamment été soulevées lors de cette réunion, les questions relatives à la nécessité d'améliorer les procédures PSM ; de renforcer la coordination entre les principaux bénéficiaires et les partenaires techniques pour accélérer la mise en œuvre ; et de renforcer les structures et les mécanismes internes au Fonds mondial pour la surveillance de la gestion des risques financiers. Des plans d'action ont été produits avec des activités clés, telles que la finalisation des tâches de démarrage des subventions dans tous les pays ; et l'inclusion de pays à l'initiative Implementation Through Partnership (ITP) du Secrétariat du Fonds mondial (mise en œuvre par le partenariat). L'initiative ITP est conçue pour aider les pays à trouver des solutions aux problèmes de retard dans le démarrage des subventions, et accélérer la mise en œuvre des subventions.

### **768 millions \$ peuvent être dépensés d'ici le 31 décembre 2017**

L'atelier de Dakar a été l'occasion pour les participants de la réunion d'Abidjan de poursuivre leurs discussions afin d'examiner les progrès accomplis depuis lors, de renforcer les partenariats, et de convenir de la meilleure voie à suivre.

Les participants ont observé que certains progrès avaient été réalisés. Grâce à l'Initiative ITP, au 31 mars 2016, un tiers des pays avaient finalisé les activités de démarrage des subventions ; les procédures de GAS avaient été renforcées par la création et l'opérationnalisation des comités de quantification pour les traitements antirétroviraux; des comités de surveillance des ICN étaient plus impliqués dans le soutien aux PRs pour surmonter les goulots d'étranglement de mise en œuvre ; et dans un pays, la Guinée, il a été noté qu'une meilleure coordination entre le PR et les partenaires techniques avait accéléré la mise en œuvre de la subvention.

(La prochaine évaluation est prévue pour septembre 2016.)

Cependant, en examinant les subventions les plus importantes, les participants ont noté que tandis que le Bénin, la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo avaient été en mesure de finaliser les activités de démarrage dans les temps, la majorité des pays sont encore confrontés à des retards, en particulier dans la sélection et l'engagement de sous-bénéficiaires, ainsi que les débours aux SR. En outre, des retards ont été expérimentés dans la commande de produits de santé, ce qui affecte négativement l'échelle, l'impact et

l'absorption. Si aucune réponse adéquate n'est apportée à ces défis, il est estimé que 768 millions \$ seront dépensés dans la région au 31 Décembre 2017. Du deuxième semestre 2015 au deuxième trimestre de 2016, le taux de dépenses a diminué pour passer de 67% à 57%. Les participants ont observé que le démarrage tardif des programmes avait affecté négativement la performance de la plupart des subventions.

### **Les défis qui persistent**

Bien qu'il y ait eu des progrès, il y a encore des domaines qui nécessitent une attention particulière - des domaines tels que la construction d'un cadre juridique pour les systèmes d'information sanitaire nationaux ; le renforcement des capacités des ressources humaines ; accroître la participation de la communauté ; l'amélioration du diagnostic du VIH chez le nouveau-né et chez les enfants ; le renforcement de la capacité opérationnelle des réseaux de laboratoire et le contrôle de la qualité ; l'accroissement de la disponibilité des médicaments de deuxième ligne pour la tuberculose ; l'augmentation de la participation du secteur privé ; la motivation des agents de santé communautaire ; et la création d'un système d'alimentation intégré et fonctionnel pour les médicaments contre le paludisme.

De nouvelles recommandations ont émergé de la réunion de Dakar. Voici quelques unes des recommandations principales:

- Mettre en place un groupe régional d'experts pour soutenir les pays dans le travail de renforcement des systèmes de santé.
- Motiver les travailleurs communautaires.
- Mettre en place un système d'alerte régional pour les médicaments antituberculeux de deuxième ligne.
- Mettre en place un groupe de travail régional pour soutenir les pays pour le diagnostic précoce du VIH chez les enfants et les nouveau-nés.

La première évaluation de ces recommandations aura lieu dans six mois. Le Fonds mondial, les partenaires techniques et les pays seront responsables de leur mise en œuvre.

[HAUT](#)

---

## **6. ACTUALITÉS : Une ONG camerounaise publie la deuxième édition de son « Shadow report »**

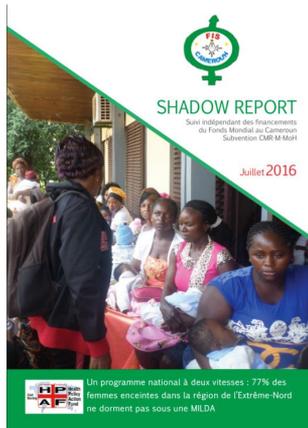
*Le rapport conclut à des lacunes dans les services de lutte contre le paludisme pour les femmes enceintes*

**Le document est un rapport alternatif à celui des autorités**

Bertrand Kampoer

Malgré la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée (MILD) à travers le Cameroun en mai 2016, 32 % des femmes enceintes ne dorment pas sous MILD. Dans la région de l'Extrême Nord du pays, où se trouve l'épicentre de la maladie, 77 % des

femmes enceintes n'utilisent pas de MILD. Voilà quelques-uns des principaux résultats de la deuxième édition du « [Shadow Report](#) » (ou 'Rapport alternatif') publié en juillet 2016 par For Impacts on Social Health (FIS), un organisme de surveillance local au Cameroun.



FIS travaille depuis plus de deux décennies au Cameroun pour lutter contre les injustices en matière de santé et pour améliorer la santé des populations vulnérables. Depuis 2012, FIS a travaillé sur les questions d'efficacité de l'aide dans le secteur de la santé, en ciblant principalement le Fonds mondial. Durant cette période, FIS a mobilisé un réseau de plus de 80 organisations et médias communautaires - y compris la télévision, la radio et la presse écrite - pour surveiller l'efficacité et l'efficacité des subventions du Fonds mondial au Cameroun, qui représentent plus de 40% de l'aide totale dans le secteur de la santé. Ces agents de terrain sont appelés « chiens de garde de la communauté ». Ils travaillent sur une base volontaire mais FIS leur donne une petite allocation pour compenser les frais de transport et de communication (la plupart du temps pour réserver des rendez-vous avec le personnel de santé).

Le programme et les rapports qu'il produit sont appelés « Shadow report(s) ». Le rapport alternatif est une évaluation alternative des rapports officiels sur la façon dont les principaux récipiendaires (PRs) réussissent. Le rapport alternatif est basé sur des enquêtes qui évaluent la disponibilité des services et le degré de satisfaction des communautés qui bénéficient des subventions du Fonds mondial. Les rapports alternatifs contribuent également à identifier les priorités pour améliorer l'accès aux services et à la gestion des subventions, et ils proposent des recommandations spécifiques. Les conclusions et recommandations sont discutées avec le PR. Même s'il y a eu un écart de plus de six mois entre la première édition, publiée en novembre 2015, et cette deuxième édition, notre intention est que les rapports alternatifs soient publiés de manière trimestrielle. Cet écart a toutefois permis qu'une certaine formation ait lieu.

Pour cette deuxième édition du « Shadow report », l'accent a été mis sur la subvention Paludisme du Cameroun (CMR-MMoH). Six indicateurs clés de performance ont été suivis et environ 3.000 familles ont été interrogées.

La recherche a révélé des résultats encourageants: ainsi 88 % des ménages interrogés ont effectivement reçus des MILD (contre seulement 66 % dans une enquête de 2013) ; et 83% des ménages interrogés ont dormi sous MILD. Mais, comme indiqué plus haut, les résultats pour les femmes enceintes sont décevants.

### **Recommandations**

Bien que l'ensemble de la population du Cameroun soit soumise au risque de contracter le paludisme, les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans sont identifiés comme étant les plus vulnérables. Les principales raisons de la sous-utilisation des services de santé par les femmes en âge de procréer dans les zones rurales et urbaines sont : (a) le manque d'autonomie dans la prise de décision ; (b) l'auto-médication ; et (c) la pratique de la consultation des guérisseurs traditionnels, qui découle de fausses croyances sur les soins prénataux.

À cette fin, trois principales recommandations ont été faites:

- ***Rendre la couverture de MILD plus équitable*** afin de cibler avec la même intensité les 10 régions du pays. (La partie nord du pays, où le rapport a montré des résultats médiocres, représente trois des dix régions).
- ***Abolir les inégalités de genre*** afin de tacler les obstacles empêchant les femmes d'accéder aux services.
- ***Renforcer la réponse communautaire*** pour améliorer le traitement à domicile du paludisme sans complication dans un contexte où l'éloignement des établissements de santé est un obstacle majeur à l'accès aux soins.

La première édition du « Shadow report » traitait des subventions relatives à la TB. Ses recommandations ont porté sur le renforcement de la stratégie de participation communautaire. Cette édition a connu une diffusion impressionnante dans les médias locaux. Suite à cette couverture, le Programme national de lutte contre la tuberculose a écrit une lettre de soutien en faveur d'une organisation locale qui avait fait une demande de subvention 'Halte à la tuberculose' afin de renforcer la réponse communautaire.

En janvier 2016, le Secrétaire permanent du Programme national de lutte contre la tuberculose, le Dr Jean Louis Abena, a déclaré à la télévision locale (Vision 4) : « *Le travail de FIS contribue à renforcer le rôle de la société civile en faisant un suivi de la qualité des services fournis. Pour la tuberculose, nous sommes reconnaissants de l'intérêt manifesté et nous sommes engagés à relever le défi (faible réponse de la communauté) soulevé par le rapport. En fait, nous travaillons en étroite collaboration avec FIS, grâce à 'Halte à la tuberculose /Challenge Facility for Civil Society Grants', afin de renforcer la composante communautaire du Programme national de lutte contre la tuberculose* » .

L'agent de plaidoyer de FIS, Mme Jessie Fernanda, a déclaré à l'OFM que « *nous avons bénéficié du soutien du "Programme local de mentorat" de Aidspan. Aidspan a apporté un soutien aux organisations locales en Afrique afin de participer à la surveillance de la performance des subventions du Fonds mondial au niveau des pays* ».

A notre connaissance, FIS est la seule organisation en Afrique produisant ce genre de rapports alternatifs.

*Note de la Rédaction : Bertrand Kampoer, correspondant de l'OFM en Afrique occidentale et centrale, est également le Directeur général de FIS.*

[HAUT](#)

---

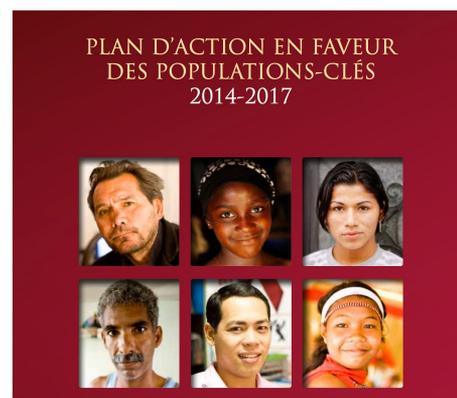
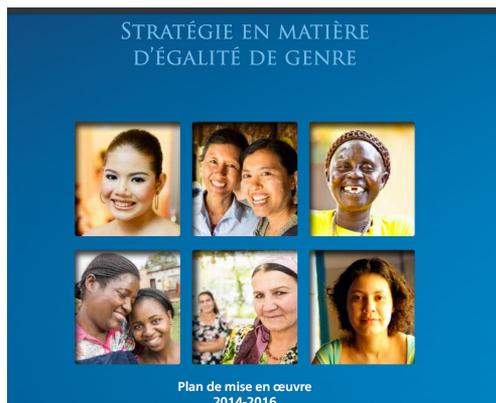
## 7. ACTUALITÉS & ANALYSE : Le Fonds mondial publie un rapport d'étape sur ses plans d'action en matière d'égalité de genre et en faveur des populations clés

« Il y a des signes clairs de progrès, mais des défis doivent être relevés. »

Charlie Baran

Le Fonds mondial se trouve à un moment critique et passionnant dans l'évolution de son travail en faveur de l'égalité de genre et des populations clés. Mais si une série de défis fondamentaux ne sont pas relevés, la réalisation de nouveaux progrès s'en trouverait sévèrement limitée. Telle est la conclusion d'un rapport publié la semaine dernière par le département Communauté, droits et égalité (CRG) du Fonds mondial.

Le rapport de 58 pages, intitulé « [Gender Equality and Key Populations: Results, Gaps and Lessons from the Implementation of Strategies and Action Plans](#) » \*, est, techniquement, une évaluation des progrès du [Plan de mise en œuvre 2014-2016 de la stratégie en matière d'égalité de genre](#) et du [Plan d'action 2014-2017 en faveur des populations clés](#), mais est, d'un point de vue fonctionnel, un aperçu des mesures que le Fonds mondial lui-même a prises depuis 2014 dans les domaines de l'égalité de genre et des populations clés. Le rapport, qui a été développé par Sarah Middleton-Lee, une militante de longue date, met l'accent sur « *le rôle du Secrétariat du Fonds mondial* ». Ainsi, son axe porte étroitement sur les actions du Secrétariat, et non pas sur l'expérience plus large des programmes soutenus par le Fonds mondial.



Le rapport passe en revue chaque objectif des plans d'action en matière d'égalité de genre et en faveur des populations clés et fournit des exemples des progrès réalisés entre 2014 et 2016, là ils ont pu être établis. Les résultats sont ensuite synthétisés en une série de « *messages stratégiques* », qui forment le cœur du document. En axant la présentation du rapport autour des messages stratégiques l'auteur semble vouloir présenter les résultats d'une manière utile et tendue vers l'action, en particulier pour le Secrétariat du Fonds mondial, qui est le principal destinataire du rapport. Ci-après, sont résumés chacun des messages stratégiques.

Le **message stratégique 1** décrit comment les plans d'action ont été utiles pour fournir des « *cadres clairs et stratégiques* » pour le Secrétariat du Fonds mondial, et fait observer qu'« *ils*

*affirment fortement que ces questions sont d'importance pour l'institution ».* Cependant, le fait qu'ils aient eu un degré de visibilité et de suivi varié au sein du Secrétariat est une considération importante à prendre en compte pour mesurer leur impact. L'auteur indique que les deux plans pourraient être encore renforcés par une plus grande clarté conceptuelle, une coordination plus fluide au sein du Secrétariat, et une « *adaptation [continue] à [un] environnement dynamique.* »

Le **message stratégique 2** postule que la mise en œuvre des plans d'action, en collaboration avec le déploiement du nouveau modèle de financement, a conduit le Fonds mondial à obtenir « *des progrès significatifs dans les domaines de l'égalité de genre et des populations clés* ». Le rapport a évalué les progrès en ce qui concerne « *les politiques, les processus, les outils et les bonnes pratiques, les données et preuves, les capacités et l'expertise ainsi que le leadership* » du Fonds mondial. Voici quelques exemples: changements apportés aux [critères d'admissibilité et normes minimales pour les ICN](#) (politiques); mise en place de l'[Initiative spéciale CRG](#) (en anglais) (leadership); la mise en œuvre du dialogue avec le pays (processus); et des formations et des séances de sensibilisation à l'intention des membres du Conseil d'administration du Fonds mondial et du personnel du Secrétariat (capacité et expertise).

Le **message stratégique 3** détaille les limites des plans d'action empêchant de faire progresser les investissements dans l'égalité de genre et les populations clés. Dix défis spécifiques sont abordés, y compris :

- les limites des données, en particulier le manque de données de qualité sur les populations clés;
- un engagement significatif insuffisant, en particulier une disparité entre les processus institutionnalisés pour l'engagement du genre et les principaux intervenants de la population et l'impact réel dudit engagement; et
- « *une menace majeure pour les populations clés ... dans les pays à revenu intermédiaire* » lorsque les pays sortent de l'admissibilité du Fonds mondial, en termes d'accès au financement et aux programmes en l'absence du Fonds et de son engagement envers les populations clés.

Le **message stratégique 4** examine comment les stratégies et les actions envers l'égalité de genre et les populations clés du Fonds mondial ont été largement tirées de - et établies sur le modèle de - l'expérience dans le domaine du VIH, en dépit du fait que le mandat du Fonds concerne les trois maladies. L'auteur pense que c'est dû à une plus grande « *clarté conceptuelle* » [concernant le VIH], un secteur de la société civile VIH plus actif, et « *des bonnes pratiques convenues* » dans le domaine du VIH, en particulier là où le genre et les populations clés sont concernés. Alors qu'« *une dynamique est en train de se créer le domaine de la tuberculose* », l'auteur a dit, les « *orientations sont moins claires pour le paludisme* ». Cependant, le rapport ne vise pas à savoir si (ou comment) l'égalité de genre et les cadres de populations clés sont appropriées pour la tuberculose ou le paludisme.

Le **message stratégique 5** souligne que, si la capacité du Secrétariat du Fonds mondial dans l'égalité de genre et les populations clés a, dans l'ensemble, augmenté, « *elle continue de dépendre fortement de l'entraînement et de l'expertise du Département CRG* ». Le rapport

identifie la Division de la gestion des subventions comme l'unité prioritaire au sein du Secrétariat pour la poursuite du développement des capacités dans ces domaines.

Le **message stratégique 6** reconnaît le rôle essentiel des partenariats stratégiques entre le Fonds mondial, les agences techniques et la société civile. « *En tant que mécanisme de financement sans présence dans le pays, [le Fonds] ne peut pas, et ne devrait pas, travailler dans son coin.* »

Dans le **message stratégique 7**, le rapport singularise la nouvelle stratégie du Fonds mondial pour 2017-2022, comme « *une occasion sans précédent de démontrer son engagement en faveur de l'égalité de genre et des populations clés* ». Mais il prévient aussi que « *le succès dépendra de : l'intégration de l'action dans ces domaines au travers des plans d'action; le comblement des lacunes et des faiblesses identifiées ; l'assurance de résultats positifs ... ; et la mobilisation de l'action concertée à travers le Fonds mondial* ».

Le rapport se fonde sur les messages stratégiques avec une série de recommandations adressées au Secrétariat. Les recommandations sont les suivantes :

1. Défendre les droits et faire connaître les besoins des femmes et des filles et des populations clés, grâce à l'avancement des engagements pertinents dans la stratégie, et en continuant à jouer « un rôle de premier plan et catalyseur au sein de l'architecture mondiale de la santé. »
2. Développer et intégrer des plans d'action à jour en faveur de l'égalité de genre et des populations clés, avec des cadres de responsabilisation.
3. Relever les défis (comme énoncé dans le message stratégique 3) .
4. Renforcer les capacités et l'expertise sur l'égalité de genre et les populations clés à travers le Secrétariat, en mettant l'accent sur la Division de la gestion des subventions.
5. Renforcer l'axe et la responsabilité de ses partenariats stratégiques, en particulier ceux avec les partenaires techniques et les réseaux communautaires.

On s'attend à ce que ces mêmes thèmes soient abordés dans une évaluation thématique de la mise en œuvre de la *Stratégie en faveur de l'égalité de genre* au niveau national, évaluation que le Groupe technique de référence en évaluation prévoit de publier plus tard cette année.

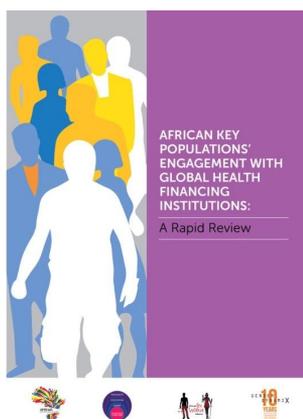
*NdT: Le rapport n'est, au moment de la traduction de cet article, disponible qu'en anglais. Le titre peut être traduit par « Égalité de genre et populations clés: Résultats, lacunes et enseignements tirés de la mise en œuvre des stratégies et des plans d'action. »*

[HAUT](#)

---

## 8. ACTUALITÉS & ANALYSE : Le Fonds mondial surpasse PEPFAR en matière d'engagement en faveur des populations clés selon une étude

Gemma Oberth et Mark Daku



Un nouveau rapport d'enquête conclut que les processus du Fonds mondial sont généralement plus ouverts et inclusifs pour les populations clés par rapport à ceux du PEPFAR, bien que des obstacles demeurent pour les deux. Les défis persistants incluent l'accès à l'information et l'assistance technique, ainsi que la disponibilité et la qualité des données.

Un nouveau [rapport d'enquête](#) (en anglais) compare l'engagement des populations clés africaines dans les processus de prise de décision des grands partenaires financiers. Le rapport est publié conjointement par les organisations [African Men for Sexual Health and Rights](#) (AMSHer), l'[African Sex Worker Alliance](#) (ASWA), [Gender DynamiX](#), et [TransBantu Association Zambia](#), et a été lancé lors de la 21e Conférence internationale sur le sida à Durban, en Afrique du Sud. Ses conclusions se fondent sur les résultats de l'enquête de AMSHer de novembre 2015, qui avait identifié des écarts significatifs en matière de participation des populations clés africaines dans le nouveau modèle de financement du Fonds mondial (voir [article de l'OFM](#)).

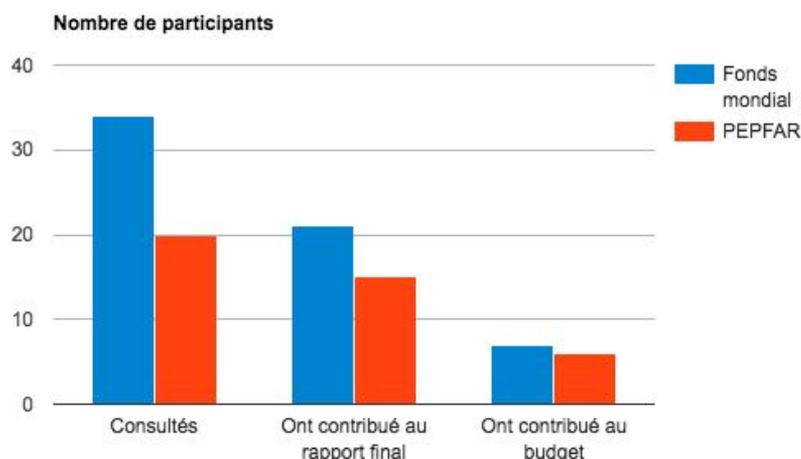
Le rapport est le fruit d'un examen rapide d'une enquête en ligne (99 réponses en provenance de 25 pays africains); de visites de sites à Nairobi (Kenya) et Lilongwe (Malawi); de groupes de discussion; et entretiens avec des informateurs clés dans six pays. La majorité des participants au sondage se sont identifiés comme représentant des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (n = 64), des personnes lesbiennes, gays et bisexuels (n = 59), et des personnes transgenres (n = 53), bien que la plupart des participants ayant répondu ont dit qu'ils représentaient multiple populations clés.

Les résultats révèlent que les niveaux d'engagement sont nettement plus élevés pour les notes conceptuelles du Fonds mondial qu'ils ne le sont pour les plans opérationnels nationaux PEPFAR (PON) (figure 1). Dans l'ensemble, 33% des participants à l'enquête avaient été consultés sur une note conceptuelle du Fonds mondial contre seulement 19% qui avaient participé à un PON du PEPFAR. Les participants au sondage étaient également plus susceptibles d'apporter une contribution dans les projets et les budgets des notes conceptuelles du Fonds mondial qu'ils ne l'étaient pour les PONs du PEPFAR.

Bien que la participation soit signalée comme plus élevée vis à vis du Fonds mondial que pour le PEPFAR, la « cascade d'engagements » du Fonds mondial est plus raide. Cela signifie que les populations clés qui sont consultées pour les notes conceptuelles du Fonds mondial sont plus susceptibles de « décrocher » du processus à mesure qu'elles progressent dans la contribution au développement de la note et du budget. Parmi ceux déjà consultés, seul un cinquième avait contribué à l'élaboration du budget dans les notes conceptuelles du Fonds, contre près d'un tiers pour les budgets du PON du PEPFAR. Cela pourrait indiquer que, si les processus du Fonds mondial semblent plus largement consultatifs, l'engagement

dans les processus PEPFAR peut être plus significatif, puisque une plus grande proportion des personnes consultées fournissent des données contribuant aux documents et aux budgets.

Figure 1: Nombre de populations clés qui ont participé à diverses étapes de la consultation

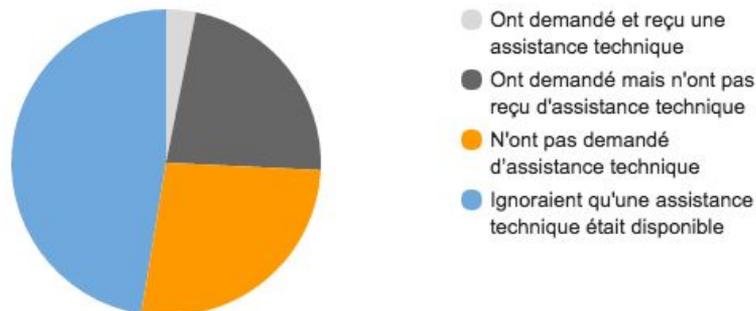


En particulier, que ce soit pour le Fonds mondial ou le PEPFAR, les participants étaient de moins en moins impliqués au fur et à mesure que le processus avançait. Cela renforce l'idée répandue selon laquelle l'engagement des populations clés est souvent superficiel.

Le manque d'information explique aussi les faibles niveaux d'engagement des populations clés tant vis à vis du Fonds mondial que vis à vis du PEPFAR, ainsi que la différence entre les deux. Seulement 7% des participants à l'étude estiment qu'ils ont compris les outils et les processus du Fonds mondial contre 4% pour le PEPFAR. Ces deux chiffres sont extrêmement faibles. Les participants ont fait état d'une forte nécessité d'apprendre pour s'engager avec le Fonds mondial et le PEPFAR, y compris un déluge d'acronymes et de nouveaux outils et processus d'apprentissage. Le fait que cet engagement doit se faire dans une langue qui n'est pas celles des participants aggrave ces difficultés. Et puis, ont été identifiées des lacunes importantes dans les connaissances du budget.

L'accès à l'information implique de savoir comment et où demander de l'aide. [Aidspan a déjà eu l'occasion de signaler](#) que les représentants des populations clés sont moins susceptibles que les autres membres de la société civile de savoir qu'ils peuvent demander une assistance technique (AT) au département Communautés, Droits et Genre (CRG) du Fonds mondial. Cette barrière de connaissance se traduit directement par un accès limité au dispositif d'appui. L'enquête de AMSHeR a révélé que seulement 3% (n = 3) des participants ont indiqué qu'ils avaient reçu une assistance technique du département CRG du Fonds mondial (Figure 2). Une proportion écrasante (47%) ne savait même pas qu'une AT du département GRG était disponible. Cela représente une légère amélioration par rapport aux résultats d'une [autre enquête](#) (en anglais) menée par l'Eastern Africa National Network of AIDS Service Organizations (EANNASO) six mois plus tôt, et qui avait révélé que 71% des populations clés ne connaissaient pas le programme d'assistance technique du CRG. Cela pourrait indiquer que la connaissance des populations clés des programme d'AT du département CRG s'améliore au fil du temps.

**Figure 2: Connaissance et accès des populations clés à l'assistance technique du Fonds mondial**



Le rapport d'enquête identifie deux autres facteurs possibles limitant la participation des populations clés en Afrique dans les processus du PEPFAR et du Fonds mondial : la disponibilité et la qualité des données sur ces communautés. Selon les participants, le nombre de personnes qui composent les communautés de population clés est largement sous-estimé, ce qui a des répercussions importantes sur la façon dont leurs voix sont entendues dans les espaces de négociation. Un participant du Kenya a soulevé des questions sur la façon dont l'estimation de 10.000 hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes au niveau national a été atteinte. « *Nous avons eu des différends sur la façon dont les données ont été collectées. Nous avons remis en question la source de leurs informations* », dit Peter Njane, Directeur général de [Ishtar-MSM](#).

À l'appui des propos de Peter Njane, un [examen systématique](#) présenté lors de la 21e Conférence internationale sur le sida a confirmé que les populations clés se sont rarement impliquées de manière significative dans leurs propres études visant à estimer leur taille. Sur les 71 principales estimations de la taille de la population examinées, seulement 12 montraient des preuves de l'engagement des populations clés lors de la conception de l'étude.

Malgré les obstacles persistants rencontrés par les populations clés pour s'impliquer dans les processus du Fonds mondial et du PEPFAR, les participants insistent sur le fait que les progrès ne doivent pas être sous-estimés. « *Par rapport à il y deux ans, nous avançons* » affirme un participant. La plupart ont exprimé un optimisme prudent, en disant qu'ils continueraient à participer, tout en affirmant qu'il reste encore beaucoup à faire pour tenir les promesses faites par le Fonds mondial, le PEPFAR et d'autres institutions internationales de financement en matière d'engagement.

« *Je faisais autrefois partie de l'équipe du Fonds mondial qui a développé le nouveau modèle de financement* », a déclaré Meg Davis, auteure principale du rapport d'enquête. « *La recherche a confirmé mes meilleurs espoirs et mes pires craintes* » a-t-elle poursuivi. « *Nous avons constaté que les populations clés ont saisi l'occasion de participer pays après pays mais que beaucoup étaient hors jeu et tenues à l'écart lorsque le temps venait de réellement distribuer les fonds. Si les programmes nationaux sur le VIH ne font pas mieux*

*pour financer directement le travail mené par les populations clés, il n'y aura pas de "fin du SIDA"- c'est tout. »*

[HAUT](#)

---

## **9. ACTUALITÉS : Wambo.org: Le nouveau marché en ligne**

*250 millions d'économies attendues sur 4 ans*

David Garmaise

Fin mai 2016, le Fonds mondial a officiellement annoncé le lancement du site wambo.org, une nouvelle plateforme en ligne où les maîtres d'oeuvre des subventions du Fonds vont pouvoir vérifier les prix et commander directement les médicaments et autres produits sanitaires et non sanitaires. Il est prévu d'augmenter la portée de wambo.org bien au-delà.

UNITAID et le gouvernement du Canada sont en discussion avec le Fonds mondial sur les différentes façons dont ils peuvent soutenir wambo.org. L'Initiative Clinton contre le VIH / Sida est impliquée dans le développement et le déploiement de la plateforme wambo.org. D'autres partenariats potentiels sont explorés.

Le Fonds mondial présente wambo.org comme étant « *l'avenir de l'approvisionnement mondial de la santé publique* » et indique que ce marché devrait permettre d'économiser au moins 250 millions \$ dans les quatre premières années en offrant des prix compétitifs aux acteurs mettant en oeuvre des projets relatifs à la santé.

La disponibilité des produits et services sera déployée de manière échelonnée. Sont actuellement disponibles sur la plateforme, les moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée (MILD), les médicaments anti-rétroviraux (ARV) et thérapies combinées à base d'artémisinine (ACT). Les diagnostics paludisme et VIH, les préservatifs et lubrifiants ainsi que des produits non médicaux, tels que les véhicules, sont prévus pour le troisième trimestre de l'année. Les produits de santé non essentiels (comme par exemple les fournitures de laboratoire) seront disponibles au quatrième trimestre.

Wambo.org est ouvert à tous les partenaires des maîtres d'oeuvre qui utilisent actuellement le mécanisme d'achats groupés du Fonds mondial et sera progressivement mis à la disposition d'autres intervenants aussi. Tous les fournisseurs, grands ou petits, qui répondent aux normes du Fonds mondial en matière de qualité des produits sont invités à rejoindre la plateforme, à commencer par ceux qui ont obtenu des contrats suivants des appels d'offres du mécanisme d'achats groupés.

Au fur et à mesure que la plateforme évolue pour devenir un bien public plus large, elle s'ouvrira à une base d'utilisateurs plus vaste, comme les équipes d'approvisionnement dans les ministères qui utilisent le financement du gouvernement, celles qui sont sorties des

investissements du Fonds mondial et celles qui sont financées par d'autres organismes de santé publique ou de développement.

La plateforme fonctionne de manière similaire aux plateformes de vente en ligne bien connus, tels que Amazon ou e-Bay. Elle offrira aux PRs trois niveaux différents d'adhésion - d'une simple capacité de recherche et comparaison des produits et des prix, à la possibilité d'acheter sur catalogues et enfin commander des produits selon un accord à long terme (LTA). Les PRs seront en mesure d'agir de façon indépendante, avec une facturation faite directement sur les subventions du Fonds mondial, à condition que des fonds suffisants soient disponibles. Les PRs capables d'accéder aux éléments LTA bénéficieront d'économies d'échelle réalisées grâce à ces accords.

Wambo.org finira par remplacer le système manuel actuel dans lequel les acheteurs sont confrontés à un marché complexe avec peu de transparence et où les données sont soit incomplètes soit au contraire trop foisonnantes. Une visibilité limitée conduit à des décisions d'achat non optimales, une volatilité des prix et un risque de ruptures de stock. La lourdeur administrative, de nombreuses étapes manuelles, et des couches de prestataires de services intermédiaires ralentissent le processus d'achat.

Sur wambo.org, les acheteurs seront en mesure de rechercher des produits, comparer les prix, sélectionner et placer une commande, payer pour l'ordre, et suivre et retracer l'expédition.

Wambo.org appliquera à tous les produits de santé qui sont mis à disposition, les politiques du Fonds mondial sur les marchés et la gestion de l'approvisionnement des produits de santé, y compris les politiques d'assurance qualité du Fonds mondial pour les produits pharmaceutiques et les diagnostics. Le cas échéant, l'échantillonnage et l'analyse des produits de santé avant expédition seront également menées.

A la date du 8 juillet 2016, trois pays - le Bangladesh, le Mozambique et la Zambie - ont placé des commandes pour les MILD, les ARV, et ACTS, d'une valeur totale de 76 millions \$. Il existe actuellement 24 fabricants dont les produits figurent sur wambo.org.

Le Secrétariat a entrepris une série d'ateliers régionaux pour fournir une formation sur la façon dont wambo.org fonctionne. Les ateliers visent principalement les PRs qui utilisent déjà le mécanisme d'achats groupés. Des ateliers ont déjà eu lieu à Bangkok (pour l'Indonésie, le Pakistan, le Sri Lanka, le Laos, le Timor-Leste, les îles Salomon et Fidji); et Dar es-Salaam (pour le Ghana, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie, Zanzibar, Zimbabwe, Cap-Vert, l'Angola et l'Ethiopie). Cinq ateliers supplémentaires sont prévus.

Le Secrétariat prévoit de couvrir la région Europe orientale et Asie centrale au début de l'année 2017 au travers de visites dans le pays ou la tenue d'un atelier régional. En outre, le Secrétariat prévoit de tenir des sessions individuelles avec les 20 pays utilisant le mécanisme d'achats groupés.

[HAUT](#)

---

Ceci est le numéro 30 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds Mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire au rédacteur en chef, David Garmaise ([david.garmaise@aidspan.org](mailto:david.garmaise@aidspan.org)). Pour vous abonner à l'OFM, rendez vous sur [www.aidspan.org](http://www.aidspan.org). Les articles sont disponibles également en anglais et certains en russe.

La lettre d'information indépendante de l'OFM couvre l'actualité du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions.

(<http://www.theglobalfund.org/fr/>).

Aidspan ([www.aidspan.org](http://www.aidspan.org)) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur du Fonds et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds mondial et en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit.

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « source : lettre d'information de l'Observatoire du Fonds Mondial ([www.aidspan.org/gfo](http://www.aidspan.org/gfo)), un service d'Aidspan ».

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

Droits d'auteurs © 2016 par Aidspan. Tous les droits réservés.

[HAUT](#)